

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

PHONE WEB

Société anonyme au capital de 225 000 €.
Siège social : 88, rue de Courcelles, 75008 Paris.
403 916 133 R.C.S. Paris. — APE : 8220 Z.

Comptes annuels.

I. — Bilan au 31 décembre 2007.

(En euros.)

Actif	31/12/07			31/12/06
	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
Capital souscrit non appelé (0)				
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	52 439	50 359	2 080	1 600
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel & outillage				
Autres immobilisations corporelles	178 488	77 549	100 939	53 799
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2) :				
Participations				
Créances rattachés à des participations				
Autres titres immobilisés	45 325		45 325	
Prêts				
Autres immobilisations financières	62 524		62 524	60 577
Total de l'actif immobilisé (1)	338 776	127 908	210 868	115 975
Actif circulant :				
Stock et en-cours :				
Matières premières, approvisionnements				
En cours de production de biens				
Encours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				

Marchandises				
Avances & acomptes versés sur commande				
Créances (3) :				
Clients et comptes rattachés	1 003 174	33 756	969 418	1 155 833
Autres créances	83 161	7 500	75 661	214 783
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers :				
Valeurs mobilières de placement				98 748
Disponibilités	1 337		1 337	12 150
Charges constatées d'avance (3)	101 702		101 702	95 693
Total de l'actif circulant (II)	1 189 373	41 256	1 148 117	1 577 207
Compte de régularisation :				
Charges à répartir (III)				
Primes de remboursement (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
Total actif (0 à V)	1 528 149	169 164	1 358 984	1 693 182

Renvois :

(1) Dont droit au bail.

(2) Part à moins d'un an.

(3) Part à plus d'un an.

Clause de réserve de propriété :

— Immobilisations ;

— Stocks ;

— Créances.

Passif	31/12/07	31/12/06
Capitaux propres :		
Capital social ou individuel (1) (dont versé : 225 000)	225 000	225 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation (2) (dont écart d'équivalence : 0)		
Réserve légale (3)	22 500	22 500
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (3)		
Autres réserves		
Report à nouveau	540 080	501 441
Résultat de l'exercice	- 575 098	38 639
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	1 241	1 339
Capitaux propres total (I)	213 723	788 919
Autres fonds propres :		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres fonds propres total (II)		
Provisions pour risques et charges :		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Provisions pour risques et charges total (III)		
Dettes (5) :		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (6)	117 407	9 377

Emprunts et dettes financières divers (dont emprunt participations : 0)	200 000	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	165 476	127 335
Dettes fiscales et sociales	660 669	765 623
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 709	1 928
Produits constatés d'avance (5)		
Dettes total (IV)	1 145 261	904 264
Ecart de conversion passif total (V)		
Total passif (I à V)	1 358 984	1 693 182
Renvois :		
(1) Ecart de réévaluation incorporé au capital		
(2) Réserve spéciale de réévaluation		
Ecart de réévaluation libre		
Réserve de réévaluation (1976)		
(3) Dont réserve réglementée des plus-values à long terme		
(5) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	1 095 582	904 264
(6) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques et CCP	55 948	9 377

II. — Compte de résultat.

(En euros.)

	31/12/07(12 mois)	31/12/06(12 mois)	Variation N / N – 1	
Produits d'exploitation :				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	3 522 987	4 324 346	– 801 359	– 19 %
Chiffre d'affaires net	3 522 987	4 324 346	– 801 359	– 19 %
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation		20 000	– 20 000	– 100 %
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	19 438	16 462	2 976	18 %
Autres produits	312	77	236	308 %
Produits d'exploitation	3 542 738	4 360 885	– 818 147	– 19 %
Charges d'exploitation :				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achat de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (3)	680 612	658 357	22 254	3 %
Impôts, taxes et versements assimilés	110 815	118 290	– 7 475	– 6 %
Salaires et traitements	2 326 489	2 524 588	– 198 099	– 8 %
Charges sociales	925 123	998 579	– 73 456	– 7 %
Dotation aux amortissements sur immobilisations	24 236	19 379	4 857	25 %

Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant	31 401		31 401	
Dotations aux provisions pour risque et charges				
Autres charges	2 245	5 406	– 3 161	– 58 %
Charges d'exploitation	4 100 920	4 324 599	– 223 679	– 5 %
1. Résultat d'exploitation	– 558 183	36 286	– 594 468	– 1 638 %
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
Produits financiers :				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisées				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions et transfert de charges				
Différences positives de changes				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 802	5 638	– 3 835	– 68 %
Produits financiers	1 802	5 638	– 3 835	– 68 %
Charges financières :				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilés	2 703	30	2 673	9 036 %
Différences négatives de changes				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Charges financières	2 703	30	2 673	9 036 %
2. Résultat financier	– 900	5 608	– 6 508	– 116 %
3. Résultat courant avant impôts	– 559 083	41 894	– 600 977	– 1 435 %
Produits exceptionnels :				
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges	669		669	
Produits exceptionnels	669		669	
Charges exceptionnelles :				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 928	14	5 914	42 213 %
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	10 185	1 903	8 282	435 %
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	571	1 339	– 767	– 57 %
Charges exceptionnelles	16 684	3 255	13 429	413 %
4. Résultat exceptionnel	– 16 015	– 3 255	– 12 760	392 %
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise				
Impôts sur les bénéfices				
Bénéfice ou perte	– 575 098	38 639	– 613 736	– 1 588 %

III. — Affectation du résultat.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice 2007, s'élevant à la somme de 575.098 €, en totalité au poste « Report à nouveau ».

Il est ici rappelé, pour satisfaire aux prescriptions légales, qu'il a été mis en distribution au titre des trois derniers exercices précédents, les dividendes suivants, savoir :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende net par action	Crédit d'impôts par action	Revenu global par action
2004	1.125.000	0,28 €		0,28 €
2005	1.125.000	0,25 €		0,25 €
2006	1.125.000			

IV. — Annexe au bilan clos le 31 décembre 2007.

Sommaire
Règles et méthodes :
Faits significatifs
Règles et méthodes comptables
Changement ou modification concernant la présentation des comptes annuels et les méthodes d'évaluation retenues
Dérégulation aux principes comptables et information lorsque l'application d'une prescription comptable ne suffit pas pour donner une image fidèle
Notes sur le bilan :
Composition et évolution des immobilisations
Réévaluations
Etat des amortissements
Composition et évolution des provisions
Echéance des créances et dettes
Frais d'établissement
Frais de recherche et développement immobilisés
Fonds commercial
Eléments fongibles de l'actif circulant
Capital social - Parts de fondateur
Charges à payer et produits à recevoir
Comptes de régularisation (actifs et passif)
Amortissement des primes de remboursement d'emprunts
Nature, montant et traitement des écarts de conversion
Créances et dettes représentées par des effets de commerce
Situation fiscale différée ou latente
Impact sur les capitaux propres et le résultat des dispositions fiscales
Notes sur le résultat :
Répartition du chiffre d'affaires (Zone Géographique, marché)
Composition et répartition de l'effectif
Composition des charges et produits exceptionnels
Ventilation de l'impôt sur les sociétés (Exceptionnel / Exploitation)
Note sur les transferts de charges
Autres informations :
Reprise exceptionnelle d'amortissements
Engagements en matière de pension et de retraite
Engagements financiers
Dettes garanties par des sûretés réelles
Crédit bail
Liste des filiales et participations

Eléments concernant les entreprises liées et les participations (créances et dettes)

Consolidation

Avances et crédits alloués aux dirigeants

Le sommaire faisant partie intégrante de l'annexe, les indications N.A. pour non applicable à l'entreprise ou N.S. pour non significative remplacent les états néants et sont des informations en elles mêmes.

Règles et méthodes.

Faits significatifs. — Néant.

Règle générale d'évaluation. — La monnaie de présentation des comptes est l'Euro.

Les comptes annuels ont été établis selon les règles comptables en vigueur, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes et d'indépendance des exercices.

La méthode de base pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations. — Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou bien à leur coût de production. Le coût de production ne comprend que les charges directes.

Amortissements. — Les amortissements sont calculés en fonction de la durée de vie prévue comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

	Durée	Mode
Logiciels	3 ans	Dégressif (Fiscalement sur 12 mois)
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans	Linéaire (Dégressif fiscalement)
Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire

La différence entre l'amortissement économique et l'amortissement fiscal est comptabilisé dans les capitaux propres au passif au poste « Amortissements dérogatoires ».

Stocks et en cours. — Néant.

Créances et dettes. — Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Les créances font l'objet d'une dépréciation individuelle en fonction du risque encouru.

Provisions pour risques et charges. — Les provisions pour risques et charges sont calculées individuellement en fonction des risques encourus, dans le respect du principe de prudence.

Changement de méthode. — Néant.

Etat des immobilisations.

(En euros)	Valeur brute des immobilisations au 31/12/06	Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations au 31/12/07	Réévaluation légale
		Réévaluations	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles :							
Frais d'établissement, de recherche et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	98 935		1 657		48 153	52 439	
Immobilisations incorporelles	98 935		1 657		48 153	52 439	
Immobilisations corporelles :							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel							

Installations générales, agencements, aménagements divers	56 761		63 645		39 836	80 570	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	83 097		16 739		1 918	97 918	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
Immobilisations corporelles	139 858		80 384		41 754	178 488	
Immobilisations financières :							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés			45 325			45 325	
Prêts et autres immobilisations financières	60 577		1 948			62 524	
Immobilisations financières	60 577		47 273			107 849	
Total général	299 369		129 313		89 907	338 776	

Etat des amortissements.

(En euros)	Situations et mouvements de l'exercice				Ventilations			Amortissements dérogatoires	
	Amortissements au 31/12/06	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Amortissements au 31/12/07	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotations	Reprises
Immobilisations incorporelles :									
Frais d'établissement, de recherche et de développement									
Autres postes d'immobilisations incorporelles	97 335	1 114	48 090	50 359				571	669
Immobilisations incorporelles	97 335	1 114	48 090	50 359				571	669
Immobilisations corporelles :									
Terrains									
Constructions sur sol propre									
Constructions sur sol d'autrui									
Installations générales, agencements et aménagements des constructions									
Installations techniques, matériel et outillage industriel									
Installations générales, agencements, aménagements divers	34 028	7 202	30 078	11 151					
Matériel de transport									
Matériel de bureau et informatique, mobilier	52 031	15 920	1 554	66 397					
Emballages récupérables et divers									
Immobilisations corporelles	86 059	23 122	31 632	77 549					
Total général	183 394	24 236	79 722	127 908				571	669

Charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentation	Dotations de l'exercice	Montant net à la fin de l'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions.

Nature des provisions	Provisions au 31/ 12/06	Dotations	Reprises	Provisions au 31/ 12/07
Provisions réglementées :				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 339	571	669	1 241
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 01/01/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 01/01/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
Provisions réglementées	1 339	571	669	1 241
Provisions pour risques et charges :				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour dépréciations :				
Provisions pour dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Provisions pour dépréciation sur immobilisations corporelles				
Provisions pour dépréciation sur titres mis en équivalence				
Provisions pour dépréciation sur titres de placement				
Provisions pour dépréciation sur immobilisations financières				
Provisions pour dépréciation sur stocks et en cours				
Provisions pour dépréciation sur comptes clients	2 355	31 401		33 756
Autres provisions pour dépréciations	7 500			7 500
Provisions pour dépréciations	9 855	31 401		41 256
Total général	11 194	31 972	669	42 497
Dont dotations et reprises :				
D'exploitation		31 401	0	
Financières				
Exceptionnelles		571	669	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice.

Etat des créances et dettes.

Etat des créances (en euros)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières	62 524		62 524
Clients douteux ou litigieux	46 511	46 511	
Autres créances clients	956 663	956 663	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	5 129	5 129	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 838	1 838	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	21 885	21 885	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	139	139	
Créances diverses envers l'état et les collectivités publiques	28 667	28 667	
Groupe et associés (2)	7 500	7 500	
Débiteurs divers	18 003	18 003	
Charges constatées d'avance	101 702	101 702	
Total des créances	1 250 561	1 188 036	62 524

Renvois :

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice.

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice.

(2) Prêts et avances consentis aux associés.

Etat des dettes (en euros)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 2 ans maximum à l'origine	55 948	55 948		
Emprunts et dettes à plus de 2 ans à l'origine	61 459	11 780	49 679	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	165 476	165 476		
Personnel et comptes rattachés	161 378	161 378		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	237 778	237 778		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	165 843	165 843		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	95 670	95 670		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	200 000	200 000		
Autres dettes	1 709	1 709		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total des dettes	1 145 261	1 095 582	49 679	
Renvois :				
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	64 315			

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 856			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés	200 000			

Notes sur le bilan.

Capital social. — Le capital social s'élève à 225 000 Euros.

Il est composé de 1.125.000 actions de 0,20 Euro chacune, entièrement libérées.

Produits à recevoir :

Facture à établir	51 842
Créances clients et comptes rattachés	51 842
Avoir à recevoir	8 611
Provision heures d'absence (brut + charges)	7 083
Autres créances	15 694

Charges à payer :

Intérêts bancaires courus	1 037
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 037
Fournisseurs : factures non parvenues	35 547
Fournisseurs et comptes rattachés	35 547
Provision pour congés payés (brut + charges)	132 299
Provision pour primes (brut + charges)	32 047
Taxes (Formation, apprentissage, organic...)	92 356
Dettes fiscales et sociales	256 702

Charges constatées d'avance :

Loyers , locations et crédit-bail	80 402
Autres divers (assurance, ...)	10 310
Chèques déjeuner janvier 2007	10 989
Charges constatées d'avance d'exploitation	101 701

Produits constatés d'avance. — Néant.

Frais d'établissement. — Néant.

Frais de recherche et développement. — Néant.

Fonds commercial. — Néant.

Situation fiscale différée ou latente :

	31/12/06		Variations	31/12/07	
	Actif	Passif		Actif	Passif
I. Décalages certains ou éventuels :					
1. Provisions réglementées :					
Amortissements dérogatoires		1 339	– 98		1 241
2. Subventions d'investissement					
3. Charges non déductibles temporairement :					
3.1. A déduire l'année suivante :					
Organic	7 193		– 1 503	5 690	

Participation des salariés					
3.2. A déduire ultérieurement					
4. Produits non taxables temporairement					
5. Charges déduites ou produits imposés fiscalement, et non encore comptabilisés	1 747		- 1 747		
Total (base d'impôt)	8 940	1 339		5 690	1 241
Total impôt société (33,33 %)	2 980	446		1 897	414
II. Eléments à imputer :					
1. Déficits reportables fiscalement	25 541		553 500	579 041	
2. Amortissements différés					
3. Moins values à long terme					
4. Autres					
III. Eléments de taxation éventuelle :					
1. Réserve de plus value à long terme					
3. Réserve réglementée (oeuvre d'art)					

Commentaire :

Impact sur les capitaux propres et le résultat des dispositions fiscales :

Impact sur le résultat de l'exercice	31/12/07	31/12/06
Résultat net de l'exercice	- 575 098	38 639
+ Dotation amortissements dérogatoires (provisions réglementée)	571	
- Reprises sur provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	- 669	- 1 339
- Réductions d'impôts du fait des dotations	- 32	
+ Augmentations / Diminutions d'impôts du fait des reprises		
- Carry back		
- Crédit d'impôt recherche / formation		
= Résultat hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires	- 575 228	37 300

Impact sur les capitaux propres	31/12/07	31/12/06
Impact des impôts résultant des dotations et reprises de provisions réglementées	- 32	

Notes sur le résultat.

Répartition du chiffre d'affaires :

	31/12/07	31/12/06
Chiffre d'affaires : France	3 522 987	4 324 346
Chiffre d'affaires : Export		
Chiffre d'affaires : CEE	3 522 987	4 324 346

Composition de l'effectif moyen :

	31/12/07	31/12/06
Ingénieurs et cadres	4	5
Employés	104	113
Ouvriers	108	118

Charges et produits exceptionnels :

	Charge	Produit
Dotation / Reprise sur amortissement dérogatoire	571	669
VNC Immobilisations mise au rebut	10 185	
Régularisation prorata TVA	5 928	
	16 684	669

Engagements et sûretés.

Dettes garanties par des sûretés réelles. — Néant.

Engagements financiers. — La DATAR a accordé une subvention (Prime d'Aménagement du territoire), d'un montant maximum de 202 000 €.

Cette prime sera versée en fonction du nombre d'embauché de salariés sur la période du 01/09/2004 au 31/08/2007.

Le montant définitif de la prime ne sera connu qu'au 31/08/2007.

La société Phone Web s'est engagé à conserver les salariés pendant 5 ans à compter de la création des emplois.

L'accord comprend une clause résolutoire prévoyant le remboursement des primes versées en cas de non respect de l'engagement de maintien des salariés pendant 5 ans.

En 2004, la société a embauché 23 personnes et à ce titre a comptabilisé une subvention à recevoir de 46 000 euros.

En 2005, la société a encaissé 67 333 euros correspondant à 1/3 de la subvention. Elle a embauché 15 personnes en plus et à ce titre a comptabilisé une subvention d'exploitation de 30 000 euros.

En 2006, la société a embauché 10 personnes et à ce titre a comptabilisé une subvention à recevoir de 20 000 euros.

Au 31 décembre 2006, il reste 28 667 euros de subvention à recevoir.

La situation reste inchangée au 31 décembre 2007.

Crédit-bail.

Immobilisations en crédit-bail (en euros)				
Postes du bilan	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes
		De l'exercice	Cumulées	
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	148 119	14 525	107 375	40 744
Immobilisations en cours				
Total	148 119	14 525	107 375	40 744

Engagements de crédit-bail

(en euros)

Postes du bilan	Redevances payées		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans	
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles	44 472	135 653	18 166	6 348		1 481
Immobilisations en cours						
Total	44 472	135 653	18 166	6 348		1 481

V. — Rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 28 mars 2002, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société PHONE WEB, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le gérant, il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession, ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, caractérisée par les informations suivantes :

Résultat de l'exercice	Perte de 575 098 euros
Chiffre d'affaire net	3 522 987 euros
Total bilan	1 358 984 euros

II. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Par application de la loi, nous portons à votre connaissance les informations suivantes :

Concernant les détenteurs du capital social visés par l'article L. 233-13 du nouveau Code de Commerce (anciennement l'article 356-3 de la loi du 24 Juillet 1966), nous portons à votre connaissance que les associés détenant une partie significative du capital social de la Société sont :

Pour plus de 50 % du capital	Aucun associé
Pour plus de 33 % du capital	Aucun associé
Pour au moins 10 % du capital	Monsieur Mohamed BOUKERDENNA Monsieur Patrick SPINOSA La Société Anonyme CASALVA

En application de l'article 243 bis du CGI, nous vous rappelons, les dividendes distribués au cours des trois derniers exercices :

Exercice clos le 31/12/2004	315 000 euros
Exercice clos le 31/12/2005	281 250 euros
Exercice clos le 31/12/2006	0 euro

Fait le 26 Mai 2008.
Le commissaire aux comptes :
René Soultan.